



**Université
de Limoges**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES

**913 24 88 -AMO pour la souscription de contrats
d'assurance dans le cadre du MPPG Oméga Health
Extension du pole biologie santé**

N° du CCP : 913 24 88

Université de Limoges
<http://www.unilim.fr>
Pôle de la commande publique
33 rue François Mitterrand
87032 LIMOGES

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	913 24 88 -AMO pour la souscription de contrats d'assurance dans le cadre du MPPG Oméga Health Extension du pole biologie santé
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	6 mois
	Reconduction	
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	5
4.2 - Durée du contrat	5
5 - Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance.....	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
8 - Modalités de règlement des comptes.....	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	7
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
9.1 - Présentation des livrables	8
9.2 - Modifications techniques.....	8
9.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	8
10 - Développement durable	8
11 - Clauses environnementales.....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations	8
12.1 - Vérifications	8
12.2 - Décision après vérification	8
13 - Garantie des prestations.....	8
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	8
15 - Pénalités.....	9
15.1 - Pénalités de retard.....	9
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	9
16 - Assurances	9
17 - Résiliation du contrat.....	9
17.1 - Conditions de résiliation.....	9
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
18 - Règlement des litiges et langues.....	10
19 - Clauses complémentaires	10
20 - Clauses techniques particulières	10
21 - Dérogations.....	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
913 24 88 -AMO pour la souscription de contrats d'assurance dans le cadre du MPPG Oméga Health
Extension du pôle biologie santé

Marché d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage pour la souscription de contrats d'assurance dans le cadre de l'opération OMEGA HEALTH – Extension du CBRIS Université : Marché public global de performance incluant la conception, la réalisation et des prestations d'exploitation-maintenance.

L'Université de Limoges en tant que MAÎTRE D'OUVRAGE, doit souscrire les polices d'assurance construction: Dommages Ouvrages et Contrat Collectif de Responsabilité Décennale.

Le présent marché a pour objet la désignation d'un assistant à la maîtrise d'ouvrage pour assister et conseiller l'Université dans la création de la consultation de "prestations de services d'assurance construction".

Lieu(x) d'exécution :

Université de Limoges

Direction du Patrimoine Immobilier

33 rue François Mitterrand

87000 LIMOGES

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 3 phases définies comme suit :

Phase(s)	Désignation
Phase 1	<u>Analyse du besoin</u> <ul style="list-style-type: none">• Analyse de l'ensemble des clauses d'assurance prévue au contrat MPPG (voir annexe 7 niveau d'assurance demandé au contrat)• Vérification des attestations d'assurance fournies par les intervenants.• Rédaction des projets de courriers de rappel des obligations contractuelles en matière d'assurance aux titulaires du marché le cas échéant.• Analyse des risques de l'opération et préconisations.• Examen du risque à assurer tel que prévu au contrat.• Estimation du coût des polices.
Phase 2	<u>Préparation de la consultation</u> <ul style="list-style-type: none">• Choix avec le maître d'ouvrage de la procédure de passation dans le cadre de l'application du code de la commande publique.• Rédaction du règlement de la consultation et du cahier des charges du marché (partie administrative et technique) en lien avec l'Université de Limoges.• Proposition des critères de jugement des offres et de la grille d'analyse.• Assistance à la composition du Dossier de Consultation des Entreprises• Assistance et préparation des réponses des éventuelles demandes de renseignements des candidats sur le DCE
Phase 3	<u>Analyse des offres / Passation du marché</u> <ul style="list-style-type: none">• Analyse des candidatures et des offres conformément au règlement de la consultation• Rédaction des demandes de précisions éventuelles.• Rédaction du rapport d'analyse des offres et propositions d'attribution ou de déclaration sans suite.• Assistance dans le cas d'une mise au point du marché.• Lecture du contrat d'assurance et observations éventuelles avant signature du maître d'ouvrage.• Assistance à l'Université de Limoges en cas de relance de la consultation ou de négociation quand celle-ci est possible.• Rédaction des projets de courriers aux candidats non retenus dans le cas d'une demande d'explication des entreprises.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le devis détaillé
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

L'objectif est de pouvoir souscrire les polices d'assurance construction : Dommages Ouvrages et Contrat Collectif de Responsabilité Décennale pour début septembre 2025.

4.2 - Durée du contrat

La durée d'exécution du contrat sera précisée par le candidat dans l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 25.0\% + 75.0\% (ING (n) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte relatif à la mission considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

Le titulaire remettra un décompte, une facture ou un mémoire précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché. Toutefois, à chaque demande de paiement partiel définitif ou solde, le titulaire ne pourra prétendre qu'à 80% des sommes correspondantes engagées, les 20% restants ne pouvant être demandés qu'après validation par le maître d'ouvrage.

Exigibilité :

- 80 % pourcentage maximal pouvant être demandé pour un règlement partiel définitif ou solde, après production et présentation des prestations ou rendus correspondants à chaque phase.
- 20 % pourcentage à demander après validation des prestations correspondantes par le maître d'ouvrage.

Le montant de chaque acompte relatif à la phase considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19870669900321
- Code service : 913TVX
- Numéro d'engagement juridique : N° commençant en 4500 transmis après la notification du marché

Facture à déposer sur CHORUS PRO

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Université de Limoges
33 rue François Mitterrand
BP 23204
87032 Limoges cedex 01

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

9.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Les rapports seront transmis à la Direction du Patrimoine Immobilier de manière dématérialisée.

Il est attendu pour les différentes phases :

Phase 1 : Rapport d'analyse du besoin

Phase 2 : Pièces marchés

Phase 3 : Rapport d'analyse des offres

+ Divers projets de courriers le cas échéant.

Le titulaire fournira tous les éléments sous format informatique en version .doc/.xls ainsi qu'en .PDF.

Une version papier originale signée pourra être demandée pour le rapport d'analyse des offres.

9.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

9.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase du prestataire définie au CCP.

10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

11 - Clauses environnementales

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Les vérifications seront effectuées par Direction du Patrimoine Immobilier.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/50 de la valeur HT des prestations en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Il est demandé à l'opérateur économique de prouver qu'il est titulaire des contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité pour l'exécution du présent contrat dès transmission de son.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Limoges est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Clauses complémentaires

Les intervenants sur le projet Oméga Health:

AMO STRATEGIE & SUIVI CONTRACTUEL : SRIA

351 cours de la Libération, 33405 Talence, France

Il assiste le Maître d'Ouvrage pour la mise en place du marché public global de performance. Il coordonne les différents acteurs et pilote la procédure de dialogue compétitif, de la sélection des candidats invités au dialogue compétitif à la mise au point et la signature du marché public global de performance.

Il a en charge la définition et la formalisation de l'organisation à mettre en place pour le déroulement du dialogue compétitif et la préparation des documents qui y sont liés.

AMO PROGRAMMATION & SUIVI TECHNIQUE : ACOBA (mandataire du groupement)

1 Le Colombier – 75 200 Saint Germain de Longue Chaume, France

Il a en charge la constitution du dossier de site qui sera fourni aux candidats invités à participer au Dialogue compétitif. Il établit le programme performantiel de l'opération pour la conduite du dialogue compétitif et la conclusion du marché public global de performance.

Il suit et assiste techniquement le Maître d'Ouvrage pendant les phases de dialogue compétitif jusqu'à la mise au point et la notification du marché public global de performance.

Il suit et assiste le Maître d'Ouvrage depuis la conception jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement.

AMO ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION : ALPHA-I & CO

57 Avenue de Nice ZI la Palun CC La Palun, 13120 Gardanne, France

Il est en charge de l'analyse et du contrôle des coûts de l'opération, en fonction de la nature des travaux (requalification, restructuration, construction neuve).

Il suit et assiste le Maître d'Ouvrage pendant les phases de dialogue compétitif jusqu'à la mise au point et la notification du marché public global de performance, en procédant à une analyse et un contrôle économique des propositions et offres finales remises par les candidats.

Il suit et assiste le Maître d'Ouvrage depuis la conception jusqu'à la fin des travaux en procédant à une analyse et un contrôle économique des dossiers de conception (APD, PRO) établis par le groupement titulaire du marché public global de performance ainsi que les estimations financières du groupement liées aux demandes et propositions de modifications du programme en cours de conception puis de travaux.

CONTROLE TECHNIQUE : Bureau VERITAS

COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (CSPS) : QUALICONSULT SECURITE

20 - Clauses techniques particulières

Présentation du projet Oméga Health:

L'objet de l'opération est de regrouper, sur le campus Marcland de l'Université de Limoges, l'ensemble des entités qui composent le projet Omega-Health au sein du bâtiment CBRS existant et de son extension (voir programme).

Le projet comprend : la création de deux extensions du Centre de Biologie et de Recherche en santé (CBRS) existant, dédiées aux activités de recherche de l'Université de Limoges ; le redéploiement des activités de recherche de l'Université de Limoges au sein du CBRS existant ; la création d'un parking souterrain d'environ 3 000m² et d'espaces extérieurs logistiques d'environ 100 m².

Les travaux liés à ce projet sont prévus en trois phases :

- Une première phase (tranche ferme) comprenant une extension de 3 660 m² de SU, de 2 000 m² de parking et 138m² d'espaces extérieurs.
- Une seconde phase (tranche optionnelle 01A) comprenant une extension de 3 740 m² de SU, de 1 000 m² de parking, de 30m² d'espaces extérieurs ainsi que le réaménagement partiel du bâtiment existant, Cette tranche NE COMPREND PAS l'ensemble des travaux d'aménagement et les équipements techniques de l'animalerie.
- Une troisième phase (Tranche optionnelle 01B), concomitante ou postérieure à la TO 01A, comprenant l'ensemble des travaux d'aménagement intérieurs et les équipements techniques de l'animalerie.

Le Contrat comporte une Tranche Ferme et 5 tranches optionnelles définies au Programme comme suit :

Tranche ferme : Conception construction du 1er bâtiment / exploitation maintenance du 1er bâtiment et du CRBS existant / conception du 2ème bâtiment -> durée prévisionnelle d'exécution de la tranche ferme = 96 mois

Tranche optionnelle 1A : construction du 2nd bâtiment / exploitation maintenance du 2nd bâtiment pour 5 ans / réaménagement partiel du CBRS. Cette tranche NE COMPREND PAS l'ensemble des travaux d'aménagement intérieurs et les équipements techniques de l'animalerie. -> durée prévisionnelle d'exécution de la tranche optionnelle 01A = 84 mois (24 mois travaux + 60 mois exploitation maintenance). Cette tranche optionnelle 01A sera, si elle doit l'être, affermie au plus tard 3 ans après la notification de la réception des travaux de la tranche ferme.

Tranche optionnelle 1B : réalisation de l'ensemble des travaux d'aménagement intérieurs et les équipements techniques de l'animalerie. -> durée prévisionnelle d'exécution de la tranche optionnelle 01B = 72 mois (12 mois travaux + 60 mois exploitation maintenance). Ce délai est confondu avec celui de la Tranche Optionnelle 1A si les 2 tranches sont affermies en même temps. Cette tranche optionnelle 01B sera, si elle doit l'être, affermie au plus tard 3 ans après la notification de la réception des travaux de la tranche ferme.

Tranche optionnelle 02 : 2ème période d'exploitation maintenance du 1er bâtiment et du CRBS existant objet de la tranche ferme -> durée d'exécution de la tranche optionnelle 02 = 60 mois
Cette tranche optionnelle 02 sera, si elle doit l'être, affermie au plus tard au moins 6 mois avant l'expiration de la tranche ferme.

Tranche optionnelle 03A : 2ème période d'exploitation maintenance du 2nd bâtiment (hors animalerie) objet de la tranche optionnelle 01A -> durée d'exécution de la tranche optionnelle 03A = 60 mois
Cette tranche optionnelle 03A sera, si elle doit l'être, affermie au plus tard au moins 6 mois avant l'expiration de la tranche optionnelle 01A.

Tranche optionnelle 03B : 2ème période d'exploitation maintenance de la zone animalerie objet de la tranche optionnelle 01B -> durée d'exécution de la tranche optionnelle 03B = 60 mois
Cette tranche optionnelle 03B sera, si elle doit l'être, affermie au plus tard au moins 6 mois avant l'expiration de la tranche optionnelle 01B.

Montant estimé du MPPG : 52 287 497,46 € HT comprenant la tranche ferme et toutes les tranches optionnelles (TO 01A, TO 01B, TO 02, TO 03A, TO 03B) et correspondant à une VAN de 57 830 159,26 € HT.

Attributaire : Groupement GTM

Contenu des missions attendues :

Phase 1 : Analyse du besoin :

- Analyse de l'ensemble des clauses d'assurance prévue au contrat MGP (voir contrat - annexe 7 Assurances joint)
- Vérification des attestations d'assurance fournies par les intervenants.
- Rédaction des projets de courriers de rappel des obligations contractuelles en matière d'assurance aux titulaires du marché le cas échéant.
- Analyse des risques de l'opération et préconisations.
- Examen du risque à assurer tel que prévu au contrat.
- Estimation du coût des polices.

Phase 2 : Préparation de la consultation

- Choix avec le maître d'ouvrage de la procédure de passation dans le cadre de l'application du code de la commande publique.
- Rédaction du règlement de la consultation et du cahier des charges du marché (partie administrative et technique) en lien avec la SRIA.
- Proposition des critères de jugement des offres et de la grille d'analyse.
- Assistance à la composition du Dossier de Consultation des Entreprises
- Assistance et préparation des réponses des éventuelles demandes de renseignements des candidats sur le DCE

Phase 3 : Analyse des offres / Passation du marché

- Analyse des candidatures et des offres conformément au règlement de la consultation
- Rédaction des demandes de précisions éventuelles.
- Rédaction du rapport d'analyse des offres et propositions d'attribution ou de déclaration sans suite.
- Assistance dans le cas d'une mise au point du marché.
- Lecture du contrat d'assurance et observations éventuelles avant signature du maître d'ouvrage.
- Assistance à la SRIA en cas de relance de la consultation ou de négociations quand celle-ci est possible.
- Rédaction des projets de courriers aux candidats non retenus dans le cas d'une demande d'explication des entreprises.

L'objectif est de contractualiser les polices d'assurances nécessaires à l'opération courant septembre 2025. La date prévisionnelle de début des travaux est le 01/11/2025

Le dossier de consultation pour prestations de services d'assurance construction devra prévoir les tranches décrites en page 11 du présent document.

Le mémoire méthodologique comportera, les précisions suivantes répondant aux attentes du Maître d'ouvrage :

Attentes de Maître d'ouvrage	Précisions attendues dans le mémoire méthodologique
Une méthodologie claire et efficace qui permet de respecter les délais.	Détailler la méthodologie proposée pour mener à bien à la mission proposée dans toutes ses constituantes et en particulier le respect des délais.
Des moyens humains qualifiés et présentant des références sur opérations similaires.	Détailler les moyens humains : joindre leur CV et préciser les principales caractéristiques des opérations qu'ils ont suivies.
Une présence, une disponibilité et une réactivité suffisante du prestataire.	Précisions sur le temps passé prévisionnel pour la mission, le nombre de participation à des réunions de préparation ou restitution de livrables et sur l'acceptation des délais prévus pour la mission
La production de documents clairs et exhaustifs.	Joindre éventuellement des exemples de livrables

21 - Dérogations

- L'article 10 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16 du CCP déroge à l'article 9 du CCAG - Prestations Intellectuelles